



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Première session ordinaire
Rome, 25-27 février 2019

Distribution: générale	Point 6 de l'ordre du jour
Date: 20 mars 2019	WFP/EB.1/2019/6/1/Rev.1
Original: anglais	Ressources, questions financières et budgétaires Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Point sur le Plan de gestion du PAM pour 2019-2021

Projet de décision*

Le Conseil approuve le document intitulé "Point sur le Plan de gestion du PAM pour 2019-2021" (WFP/EB.1/2019/6/1/Rev.1).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Coordonnateurs responsables:

M. M. Juneja
Sous-Directeur exécutif
et Directeur financier
Département de la gestion des ressources
tél.: 066513-2885

M. S. O'Brien
Directeur
Division du budget et de la programmation
tél.: 066513-2682

M. C. Gardner
Chef
Service du budget
tél.: 066513-2077

M. D. Vidal
Chef des programmes
Service du budget et de la programmation des projets
tél.: 066513-2595

Introduction et vue d'ensemble

1. À sa deuxième session ordinaire de 2018, le Conseil a approuvé le Plan de gestion pour 2019–2021, y compris un budget administratif et d'appui aux programmes (AAP) d'un montant de 385,1 millions de dollars É.-U. et des initiatives internes d'importance primordiale d'un montant total de 69,3 millions de dollars.
2. Ce plan a été établi sur la base d'un niveau de financement de 7,2 milliards de dollars pour 2018 et de 6,8 milliards de dollars pour 2019. Les chiffres des états financiers provisoires montrent que le niveau de financement pour 2018 sera de 7,39 milliards de dollars, le montant projeté pour 2019 demeurant inchangé. Le PAM peut donc financer en toute confiance les montants approuvés dans le plan.
3. Le présent document actualise certains éléments du Plan de gestion du PAM pour 2019-2021 pour prendre en compte la nouvelle structure organisationnelle qui va entrer en vigueur à compter de mars 2019. Les changements n'ont aucune incidence sur le niveau global du budget AAP de 2019 qui a été approuvé à la deuxième session ordinaire de 2018 ou sur sa répartition par ligne de crédit. Le Directeur exécutif a décidé que le document serait soumis au Conseil d'administration pour approbation à sa première session ordinaire de février 2019.
4. Afin de prendre en compte la nouvelle structure, les paragraphes 184 à 226 du Plan de gestion initial pour 2019–2021 sont remplacés par l'annexe I du présent document. Toutes les autres informations présentées dans le texte du Plan de gestion pour 2019-2021 (WFP/EB.2/2018/6-A/1/Rev.1) demeurent telles qu'approuvées initialement.
5. L'annexe II du présent document contient des tableaux qui remplacent les données présentées dans le corps du texte et dans les annexes I et II du Plan de gestion initial pour 2019–2021, à savoir les suivants:
 - a) Tableau IV.5: Analyse du budget AAP par volet, par ligne de crédit et par unité administrative
 - b) Tableau IV.7: Analyse du volet B – services divers à l'appui des opérations
 - c) Tableau IV.8: Analyse du volet C – politiques, directives et assurance qualité
 - d) Tableau IV.9: Analyse du volet D – sensibilisation, partenariats, mobilisation de fonds et coordination avec les organismes des Nations Unies
 - e) Tableau IV.11: Analyse du budget AAP par unité administrative et par volet
 - f) Tableau IV.12: Budget AAP pour 2019 ventilé par domaine fonctionnel et par volet de résultats
 - g) Tableau IV.13: Budget AAP par niveau administratif
 - h) Tableau A.I.1: Budget AAP par niveau administratif
 - i) Tableau A.I.3: Répartition des postes et des dépenses AAP par entité centrale, 2017-2019
 - j) Tableau A.II.1: Analyse du budget AAP par unité administrative et par volet
 - k) Tableau A.II.2: Tableau des effectifs imputés au budget AAP par unité administrative, 2018 et 2019
 - l) Tableau A.II.3: Budget AAP par unité administrative, 2018 et 2019
6. Compte tenu de l'évolution rapide de son environnement opérationnel, le PAM se doit d'être une institution plus souple et plus responsable, qui optimise l'efficacité de ses interventions afin de répondre au mieux aux besoins des populations démunies. La nouvelle structure du

Siège est une réponse face à la complexité accrue des opérations, notamment à la prise de conscience grandissante de l'interdépendance entre action humanitaire, développement et consolidation de la paix, et au fait que les crises se prolongent, à un moment où le niveau des ressources a augmenté de plus de 30 pour cent au cours des deux dernières années.

7. La nouvelle structure organisationnelle correspond à des aménagements importants pour assurer un meilleur équilibre de l'action de l'équipe dirigeante et faire en sorte que le PAM se dote de tous les moyens nécessaires pour pouvoir faire face à des demandes dont le nombre et la complexité ne cessent d'augmenter. Ce réalignement s'inscrit pleinement dans la volonté du PAM de fournir l'appui le plus efficace possible sur le terrain. Il permet davantage de s'assurer que les ressources en hausse sont dépensées de manière efficace et rationnelle, en renforçant la supervision globale et la gestion des risques et en mettant en place des contrôles internes efficaces.
8. Cette nouvelle structure comporte cinq volets interdépendants, sous la conduite du Directeur exécutif, pour que l'organisation du Siège soit plus responsable et plus cohérente et prenne en compte la complexité croissante des programmes et des services fournis. Ces cinq volets sont: a) la gestion des ressources; b) l'élaboration des programmes et des politiques; c) la gestion des opérations; d) l'assistance aux opérations; et e) les partenariats. Collectivement, ils favoriseront une collaboration stratégique renforcée au Siège et un appui plus soutenu sur le terrain, grâce à l'amélioration des politiques globales, du contrôle de la qualité et de la supervision des activités du PAM.
 - a) **Gestion des ressources:** ce département assurera la gestion de toutes les ressources financières, humaines et matérielles du PAM. Comme cela est le cas pour de nombreuses entités des Nations Unies, la Division des ressources humaines relève de ce département pour s'assurer que tous les aspects liés à la gestion des ressources du PAM soient sous la responsabilité d'un seul et même département.
 - b) **Élaboration des programmes et des politiques:** comme la panoplie d'outils programmatiques du PAM se développe et se complexifie, la nouvelle structure met davantage l'accent sur la stratégie, l'élaboration des programmes et des politiques concernant à la fois l'action humanitaire et le développement. Le département se chargera de la stratégie, de la réflexion prospective, de la conception des programmes et de l'élaboration de politiques d'avant-garde.
 - i) Par souci d'efficacité de la conception et de l'élaboration des programmes, une nouvelle division, englobant l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV), la recherche et le suivi, a été établie pour accompagner l'élaboration des politiques et des orientations stratégiques. L'ajout dans cette division de la fonction du suivi sur le terrain, qui relevait auparavant de la Division de la gestion et du suivi de la performance, permettra de disposer d'une approche renforcée globale, cohérente et stratégique de l'élaboration des programmes, couvrant tous les aspects du ciblage des sites vulnérables, de la détermination des tendances de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, de l'appréciation de l'impact de l'assistance alimentaire, ainsi que de s'adapter rapidement à l'évolution des circonstances grâce au suivi des opérations sur le terrain.
 - ii) l'inclusion du Bureau chargé de la problématique femmes-hommes dans ce département permettra de s'assurer que les questions liées à cette problématique sont prioritaires et prises en compte tout au long du cycle des programmes. Elle renforcera les liens essentiels entre les activités de ce bureau et des autres divisions chargées des programmes, du diagnostic à la conception, à l'exécution et jusqu'au suivi.

- c) **Gestion des opérations:** les directeurs régionaux auront à nouveau une relation hiérarchique directe avec le Directeur exécutif. Pour s'assurer qu'ils soient comptables de leur action, qu'ils bénéficient d'un appui et de moyens d'action renforcés et qu'ils puissent plus aisément faire remonter les problèmes au Directeur exécutif, la coordination des opérations au jour le jour et l'appui aux directeurs régionaux relèveront du Chef de cabinet. L'accent sera mis sur l'exécution, puisque ce département sera un point de contact essentiel entre les bureaux de pays et les bureaux régionaux d'une part, et les fonctions du Siège de l'autre.
- d) **Assistance aux opérations:** le Directeur exécutif adjoint supervisera la Division chargée de la chaîne d'approvisionnement, la Division des secours d'urgence, ainsi que la Division de la sécurité. Compte tenu du développement des activités du PAM et de la complexité accrue de ses opérations, le fait de maintenir ces domaines essentiels sous la houlette du Directeur exécutif adjoint permettra d'assurer l'efficacité et l'efficience des services rendus aux populations démunies.
- e) **Partenariats:** ce département se chargera de tous les aspects liés aux partenariats et à la mobilisation des ressources auprès de gouvernements, d'institutions financières internationales et d'entités du secteur privé.
- i) La prise en charge par ce département de la Division des partenariats stratégiques, qui relevait auparavant du Directeur exécutif adjoint, permet d'assurer une meilleure cohérence des activités du PAM dans le domaine des partenariats.
 - ii) Le Bureau de Beijing relève également de ce département.
 - iii) Pour renforcer davantage l'engagement aux côtés des États-Unis, un directeur principal sera ajouté au Bureau de Washington.
 - iv) Le département se chargera également de la Division de la communication, de l'action de sensibilisation et du marketing, qui ne relève plus du Bureau du Chef de cabinet, afin de tirer parti du rôle crucial que joue la communication extérieure dans la mobilisation des fonds.

ANNEXE I

Mise à jour des paragraphes 184 à 226 du Plan de gestion initial du PAM pour 2019–2021

Structure organisationnelle

1. Après avoir consulté les dirigeants des bureaux de pays, les directeurs régionaux et le groupe de direction du PAM et compte tenu de leurs réactions, et après avoir réfléchi aux résultats de l'enquête mondiale de 2018 auprès du personnel, le Secrétariat va adopter une nouvelle structure organisationnelle. Cette nouvelle structure correspond à des aménagements importants pour assurer un meilleur équilibre de l'action de l'équipe dirigeante du Siège et faire en sorte que le PAM se dote de tous les moyens nécessaires pour pouvoir faire face à des demandes dont le nombre et la complexité ne cessent d'augmenter. Cette structure renforce les rapports hiérarchiques entre les départements du Siège et au sein de chacun d'eux, et veille à assurer aux bureaux de terrain un appui et une supervision ciblés, adaptés au développement des activités et à la complexité des opérations du PAM. Les directeurs régionaux rendront directement compte au Directeur exécutif et auront à leur disposition une ligne directe pour faire remonter les problèmes et les risques au Directeur exécutif. Ce changement résulte des nombreux voyages sur le terrain que le Directeur exécutif a effectués depuis avril 2017, et de la priorité qu'il souhaite donner aux opérations du PAM sur le terrain. Le Directeur exécutif est donc déterminé à consacrer plus de temps à la supervision personnelle et efficace des activités et des prestations des directeurs régionaux qui gèrent, globalement, 85 pour cent des ressources du PAM et jouent un rôle central pour la mission du PAM. Cette structure hiérarchique rationalisée aura donc pour conséquence un appui plus efficient et plus efficace du Siège.
2. Le nouvel organigramme privilégie l'efficacité des prestations sur le terrain, précise le cadre de politique générale du PAM et permet d'assurer une supervision étroite grâce à une application plus rigoureuse des normes et des contrôles internes. Ces modifications n'ont pas d'incidence sur le niveau global du budget AAP de 2019 qui a été approuvé par le Conseil à la deuxième session ordinaire de 2018 ou à sa répartition par ligne de crédit.

Directeur exécutif

3. Les départements du Siège relèvent du Directeur exécutif. Les directeurs régionaux relèveront directement du Directeur exécutif, avec l'appui du Chef de cabinet. Le Bureau de l'Inspecteur général et des services de contrôle, le Bureau de l'Ombudsman, le Bureau de l'évaluation, le Bureau de la déontologie et le Bureau des services juridiques relèvent aussi directement du Directeur exécutif, avec l'appui du Directeur exécutif adjoint. À des fins de présentation, ces bureaux sont appelés collectivement les "bureaux indépendants".
4. Le Conseiller principal pour le Sahel auprès du Directeur exécutif jouera un rôle essentiel en veillant à ce que le Siège apporte l'appui voulu, et il assurera la liaison avec d'autres organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales afin que les interventions menées dans la région le soient de façon intégrée et cohérente¹. Ce poste, qui prolonge les attributions actuelles, sera de durée limitée et continuera d'être financé par des ressources autres que le budget AAP.

¹ On dénombre actuellement 17 plans d'appui en faveur du Sahel, auxquels contribuent des donateurs, des organismes humanitaires et des acteurs du développement

Directeur exécutif adjoint

5. Le Directeur exécutif adjoint aide le Directeur exécutif à s'acquitter de ses responsabilités. Il le remplace en son absence du Siège. Il coordonne également le travail des bureaux indépendants qui font rapport directement au Directeur exécutif. Il aide le Directeur exécutif à piloter et à rendre effectifs les changements mis en œuvre à l'échelle de tout le PAM. Il sera en outre chargé de superviser les trois divisions qui fournissent un appui direct aux opérations du PAM: chaîne d'approvisionnement, secours d'urgence et sécurité. En raison de la nature transversale du Secrétariat du Conseil d'administration et dans le but de renforcer la communication avec le Conseil d'administration, cette division fera désormais directement rapport au Directeur exécutif adjoint. Le Directeur exécutif adjoint dirigera également tous les travaux relatifs à la réforme des Nations Unies.

Chef de cabinet/Département de la gestion des opérations

6. Le Département de la gestion des opérations coordonnera, pour le compte du Directeur exécutif, la gestion des bureaux régionaux et de l'appui qui leur sera fourni pour résoudre les problèmes qu'ils rencontrent. La Division de l'appui à la gestion des opérations fournira un soutien direct au Chef de cabinet qui est le point de contact au quotidien pour les bureaux de pays et les bureaux régionaux, en veillant à apporter des réponses globales et coordonnées aux besoins des bureaux de pays et en renforçant la responsabilisation des différents volets du Siège pour répondre de façon plus efficace et plus efficiente à ces bureaux. Le Chef de cabinet continuera aussi de diriger la transformation numérique du PAM. Les principales divisions qui appuient ce travail et relèvent directement du Chef de cabinet sont la Division des technologies et la Division de l'innovation et de la gestion des connaissances.

Département de l'élaboration des programmes et des politiques

7. Le Département de l'élaboration des programmes et des politiques² s'occupera de la stratégie, de la conception des programmes, de l'élaboration des grandes orientations et des conseils techniques dans des domaines essentiels des programmes. Ce département comprend les divisions suivantes: programmes – action humanitaire et développement; recherche, analyse et suivi; problématique femmes-hommes; nutrition; transferts de type monétaire; le bureau de Brasilia; ainsi que le nouveau Service de l'alimentation scolaire.
8. La Division des programmes – action humanitaire et développement, qui était auparavant la Division des politiques et des programmes met davantage l'accent sur l'élaboration des grandes orientations et la stratégie des programmes. Le PAM pourra ainsi accroître son savoir-faire dans le domaine du développement sans pour autant perdre ses compétences dans celui de l'assistance humanitaire, son cœur de métier.
9. La Division de la recherche, de l'analyse et du suivi est une nouvelle division qui englobe l'ACV, la recherche et le suivi nécessaires pour accompagner l'élaboration des politiques et des orientations stratégiques. L'inclusion de la fonction de suivi sur le terrain, transférée de l'ancienne Division de la gestion et du suivi de la performance (désormais rebaptisée Division de la gestion de la performance et de l'établissement de rapports), facilitera une adaptation plus dynamique sur le terrain en créant un lien plus étroit entre les activités de suivi sur le terrain et les activités de programmation. Ces services sont essentiels pour une mise en œuvre efficace des programmes, pour cibler les sites vulnérables, déterminer les tendances de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, estimer l'impact de l'assistance

² Remplace le Département des services concernant les opérations.

alimentaire, ainsi que pour permettre de procéder à des ajustements à mi-parcours grâce au suivi des données.

10. Le fait d'intégrer le Bureau chargé de la problématique femmes-hommes dans ce département³ permettra sa participation à un stade plus précoce de la conception des programmes et une intégration de l'élaboration de programmes propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes dans le processus de planification. Cela renforcera les liens cruciaux entre les activités de ce bureau et les autres divisions chargées des programmes, lors de l'analyse, de la conception, de la mise en œuvre et du suivi.
11. Le Service de l'alimentation scolaire a été établi pour diriger la formulation et la mise en œuvre des politiques, des recherches et de la réflexion stratégique concernant les repas scolaires et permettre au PAM de retrouver son rôle de chef de file mondial pour ce qui est de la mise en œuvre directe des programmes de repas scolaires et de l'appui technique aux gouvernements dans ce domaine. L'alimentation scolaire est une pierre angulaire de l'assistance du PAM qui permet de soutenir de multiples façons l'éducation et la nutrition des enfants et constitue l'une des composantes des systèmes et services nationaux de protection sociale et de filets de sécurité sociale.
12. Dans le cadre de la mise en œuvre de ses programmes d'alimentation scolaire, le PAM vise un large ensemble d'objectifs souvent interdépendants, comme la lutte contre une nutrition inadéquate et le manque de diversité du régime alimentaire des enfants, l'amélioration des taux de fréquentation scolaire et de poursuite des études des filles, la promotion de la production locale et la création de débouchés pour les agriculteurs locaux, qui procurent des emplois aux femmes et assurent la protection des familles les plus vulnérables.

Département de la gestion des ressources

13. Le Département de la gestion des ressources se concentre sur l'efficacité de la supervision et de la gestion des ressources du PAM. Il englobe les fonctions cruciales que sont le budget et la programmation, les finances et la Trésorerie, la gestion globale des risques, la gestion de la performance et l'établissement des rapports, les ressources humaines, les services de gestion et le bien-être du personnel.
14. Dans l'optique du regroupement des fonctions internes de gestion des ressources financières, matérielles et humaines, la Division des ressources humaines relèvera désormais de ce département. Une telle structure a déjà été adoptée par la majorité des organismes des Nations Unies, tels que le Secrétariat des Nations Unies, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation internationale pour les migrations. Cela s'inscrit dans la logique du mandat du Comité de haut niveau sur la gestion qui supervise les questions en rapport avec les politiques relatives aux ressources financières, administratives et humaines. Pour ce qui est des ressources humaines, le Comité de haut niveau supervise le Réseau ressources humaines à l'échelle de tout le système des Nations Unies, notamment en ce qui concerne les questions d'ordre juridique et déontologique, dialogue avec les organes de représentation du personnel des Nations Unies et passe en revue et approuve l'ensemble des politiques et des meilleures pratiques interorganisations relatives aux ressources

³ Conformément à ce qui était prévu dans le Plan de gestion pour 2015-2017, à savoir "veiller à ce que le PAM s'acquitte de ses engagements en matière de problématique hommes-femmes en maintenant la politique correspondante sous l'autorité du Directeur exécutif adjoint jusqu'à ce qu'elle soit soumise au Conseil puis, si elle est approuvée, en plaçant l'unité chargée de cette problématique sous l'autorité du Département des services concernant les opérations, afin de renforcer l'appui aux programmes."

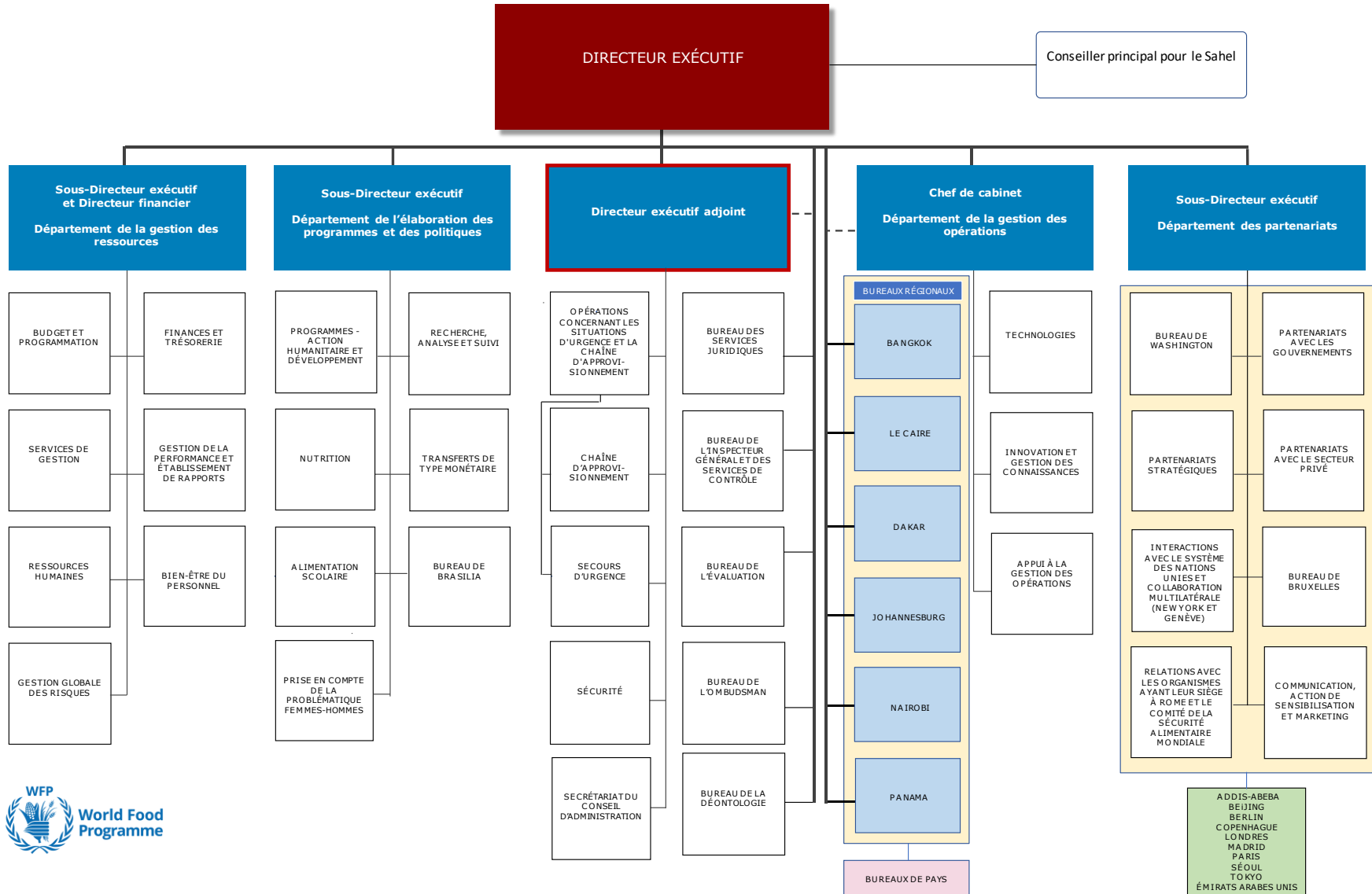
humaines, ainsi que les propositions de la Commission de la fonction publique internationale.

Département des partenariats

15. Le Département des partenariats⁴ dirige l'action que mène le PAM en faveur des partenariats mondiaux et de la mobilisation des ressources et apporte son savoir-faire dans ces domaines, veillant à ce que le PAM obtienne le plus de ressources possibles pour aider les États membres à atteindre les objectifs fixés dans le Programme 2030. La coopération avec les autres organismes ayant leur siège à Rome et d'autres entités des Nations Unies et institutions multilatérales et la collaboration avec le secteur privé sont des éléments de plus en plus importants de l'approche suivie par le PAM en matière de sensibilisation.
16. On trouvera ci-après l'organigramme révisé du PAM.

⁴ Remplace le Département des partenariats et de la gouvernance.

Conseil d'administration



Allocations destinées à la réorganisation des ressources des départements et aux priorités de gestion

17. Les allocations destinées à la réorganisation des ressources des départements et aux priorités de gestion s'élèvent à 39,3 millions de dollars des fonds AAP supplémentaires, comme approuvé lors de la deuxième session ordinaire de 2018 du Conseil. Il convient de rappeler que ces allocations ont pour but de mettre à disposition des ressources pour appuyer les activités opérationnelles du PAM en augmentation et pour identifier des mesures de renforcement organisationnel à prendre en 2019, en s'appuyant sur celles mises en œuvre en 2018. La priorité sera donnée aux domaines sous-financés répertoriés grâce au travail d'audit et d'enquête, de sorte que les bureaux chargés du contrôle, en particulier, ainsi que ceux de la cybersécurité et des contrôles internes, y compris ceux chargés des initiatives en matière de lutte contre la fraude et la corruption, soient mieux armés pour s'acquitter de leurs responsabilités. Le renforcement des capacités d'intervention immédiate et des capacités dans le domaine de l'alimentation scolaire a également été inscrit au budget AAP de 2019. Ces modifications n'ont pas d'incidence sur le niveau global du budget AAP de 2019 qui a été approuvé par le Conseil à la deuxième session ordinaire de 2018 ou sur les montants affectés aux trois lignes de crédit.
18. Le Plan de gestion pour 2019-2021 offre au PAM la possibilité de renforcer l'utilisation des ressources AAP destinées à préserver l'efficacité et l'efficience des opérations. Les crédits nécessaires proviennent du budget AAP, mais les avantages obtenus grâce à la réduction des dépenses opérationnelles ou à l'amélioration de l'efficacité se matérialisent au niveau des opérations.
19. Toutes les propositions budgétaires pour 2019 ont été examinées dans l'objectif de déterminer celles qui relèvent des priorités de gestion du PAM, les dépenses considérées comme récurrentes bénéficiant en priorité des crédits AAP.

Synthèse du budget AAP de 2019 par département

Bureau du Directeur exécutif et bureaux indépendants

(2019: 33,85 millions de dollars⁵; 2018: 25,52 millions de dollars)

20. Le PAM a affecté un montant de 5,5 millions de dollars à l'appui fourni aux bureaux régionaux, pour financer les besoins immédiats des domaines fonctionnels liés à la mise en œuvre de la feuille de route intégrée, à l'ACV, au contrôle, à la mise en conformité, à la chaîne d'approvisionnement et aux ressources humaines. Ces crédits, avec les budgets AAP initiaux alloués aux régions, seront revus lors de la préparation du plan de gestion de 2020 et dans le cadre de l'examen en cours du mandat des bureaux régionaux.
21. La démarche suivie par le PAM pour mettre en œuvre la politique en matière d'évaluation nécessite une augmentation régulière des ressources sur la période couverte par cette politique afin de respecter les normes relatives à la couverture de l'évaluation qui sont stipulées dans la politique. La politique appelle à mettre en place, parallèlement à la fonction centralisée bien établie, une puissante fonction d'évaluation décentralisée, afin de faciliter l'apprentissage global que permet l'utilisation de ces deux types d'évaluation. Le Bureau de l'évaluation utilise son budget pour répondre à des besoins structurels essentiels et préparer le PAM à l'augmentation du volume des évaluations centralisées.

⁵ Le budget AAP de 2019 correspond au nouvel organigramme et les directeurs régionaux relèvent directement du Directeur exécutif.

22. Le mandat du Bureau de la déontologie recouvre cinq grands domaines: l'éducation et la sensibilisation, la protection contre les représailles, le programme annuel de déclaration, l'élaboration de normes et la sensibilisation aux politiques, et les avis et les orientations. Les ressources ont été affectées en priorité à la mise en place de capacités suffisantes pour: soutenir l'actualisation des politiques, notamment la politique en matière de protection contre les représailles; créer des modes opératoires normalisés et s'attaquer à d'autres normes et questions de gouvernance; et fournir davantage d'avis et d'orientations grâce à la publication de nouveaux supports et à la modification des supports existants sur la base de l'expérience découlant de la mise en service de la nouvelle application utilisateur et des activités de formation pour 2018/2019. Les crédits AAP permettront également au Bureau de la déontologie de s'acquitter de ses responsabilités internes et externes accrues en matière d'établissement de rapports.
23. Conformément au mouvement plus large entrepris au sein du système des Nations Unies et aux indications reçues de la part de membres du Conseil d'administration en 2018, le PAM a considérablement renforcé l'accent mis sur le respect de l'obligation redditionnelle et des politiques visant à assurer une protection contre le harcèlement, le harcèlement sexuel, l'abus d'autorité, la discrimination, ainsi que l'exploitation et les atteintes sexuelles. Le Bureau des services juridiques réorganise actuellement sa structure et ses ressources pour faire face à l'augmentation du travail juridique connexe et communiquer ses avis au Bureau de l'Inspecteur général et des services de contrôle et à la Division des ressources humaines.
24. Le Bureau de l'Ombudsman et des services de médiation est là pour aider les employés à régler tout problème ou conflit lié au travail, de manière confidentielle, informelle, impartiale et indépendante, et pour aider à constituer des équipes motivées et déterminées. Le bureau utilisera des ressources budgétaires supplémentaires pour renforcer sa capacité à répondre avec rapidité et efficacité au nombre croissant de demandes émanant du personnel. Grâce à ces moyens supplémentaires, les employés du PAM se trouvant sur le terrain auront accès plus facilement aux services proposés par le bureau.
25. Le Bureau de l'Inspecteur général et des services de contrôle a axé ses ressources AAP sur la consolidation de la structure de ses effectifs afin de l'aligner sur celles mises en évidence par l'analyse comparative d'autres organismes des Nations Unies. Cette démarche s'inscrit dans les efforts en cours visant à renforcer ce bureau pour qu'il soit en mesure de fournir les assurances demandées actuellement par les donateurs et le Conseil. Les ressources permettront de couvrir la charge de travail accrue liée aux enquêtes portant, par exemple, sur les allégations de harcèlement sexuel ou de fraude.

**Bureau du directeur exécutif adjoint
(2019: 36,02 millions de dollars;⁶ 2018: 29,29 millions de dollars)**

26. Le poste de Directeur principal et son secrétariat ont été établis par le Directeur exécutif pour appuyer, superviser et renforcer les divisions de la chaîne d'approvisionnement et des secours d'urgence et leur donner des orientations stratégiques et opérationnelles étant donné les besoins et les enjeux sans précédent auxquels le PAM est confronté aujourd'hui. Cet investissement a pour but de permettre au Directeur principal de s'acquitter de ces tâches primordiales. Son secrétariat facilitera et coordonnera la collaboration du Directeur principal avec différentes divisions au Siège, avec les bureaux régionaux et les bureaux de pays, ainsi qu'avec des parties prenantes extérieures. Le Directeur principal surveillera les

⁶ Le budget AAP de 2019 suit le nouvel organigramme et la reconfiguration des divisions relevant du Directeur exécutif adjoint.

opérations du PAM et les risques qui se profilent à l'horizon, coordonnera l'aide apportée au terrain par le Siège, et effectuera des missions selon que de besoin. Pour faire face à des besoins opérationnels urgents, il se concertera ponctuellement avec les donateurs, les partenaires et les milieux universitaires.

27. La Division de la chaîne d'approvisionnement, qui était auparavant dans le Département des services concernant les opérations, continue de préciser son rôle de facilitateur en 2019, en fournissant des services optimaux pour garantir un appui efficace et efficient aux opérations. La division donnera la priorité à ses activités essentielles que sont l'appui sur le terrain en matière de logistique et d'approvisionnement, de sélection des fournisseurs et de passation des marchés de biens et de services. Pour renforcer l'appui apporté à ces services, la Division a réaffecté des fonds qui étaient alloués à des unités actuellement dotées de ressources suffisantes (aviation et commerce de détail) et met la dernière main à la création d'un compte spécial qui servira à améliorer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments.
28. En 2019, la Division des secours d'urgence – qui apporte un appui à la gestion des interventions d'urgence (préventives) pour en assurer l'efficacité – s'attachera en priorité à fournir un appui au terrain, à assurer la coordination opérationnelle et à veiller à la disponibilité de surcapacités temporaires dans les domaines de l'alerte rapide, de la préparation aux catastrophes, de la veille, des interventions rapides et des interventions d'urgence (dans le cadre d'une approche dite "sans regret"). Elle sera chargée de piloter la réalisation dans toute l'institution d'analyses relatives à l'alerte rapide, de coordonner les activités de préparation aux catastrophes et d'intervention immédiate, d'optimiser la planification opérationnelle (préventive) et la formation, et d'assurer la disponibilité de renforts en personnel pour toutes les fonctions et à tous les niveaux de l'institution. La capacité de la division à mobiliser des renforts d'effectifs au niveau mondial et à former le personnel chargé des opérations d'urgence sera augmentée, les services et outils obligatoires, notamment la gestion de l'information opérationnelle et les analyses et services du système d'information géographique, seront renforcés, de même que le programme de préparation aux situations d'urgence et d'organisation des secours et l'interaction entre acteurs humanitaires et militaires. Les partenariats et fonctions de direction stratégiques auront encore une place déterminante en 2019 dans la mesure où ils permettent au PAM de se positionner dans les instances interorganisations; ainsi, il participera au Groupe des directeurs des programmes d'aide d'urgence du Comité permanent interinstitutions, au module de la sécurité alimentaire dans le cadre duquel il collaborera avec la FAO et continuera de codiriger avec elle les programmes de sécurité alimentaire, et assumera la présidence interinstitutions du Comité d'alerte rapide.
29. Compte tenu de la complexité croissante des opérations du PAM, la prise en charge de la Division de la sécurité, qui relevait auparavant du Département de la gestion des ressources, par le Bureau du Directeur exécutif adjoint améliorera la cohérence de l'assistance opérationnelle globale du PAM en renforçant la sécurité et la sûreté du personnel et des biens.
30. Ces dernières années, l'accroissement du volume des dépenses AAP nécessaires au département a été maintenu à un minimum en augmentant les gains d'efficacité afin de stabiliser les effectifs. Cela étant, les seuils associés aux changements d'échelon sont désormais atteints dans plusieurs domaines, y compris dans celui de la sécurité au Siège.

***Chef de cabinet/Département de la gestion des opérations
(2019: 24,73 millions de dollars;⁷ 2018: 18,64 millions de dollars)***

31. Le Directeur exécutif a certes l'intention de consacrer plus de temps à la supervision des activités et de la performance des directeurs régionaux, mais la coordination de l'appui et la résolution des problèmes des bureaux régionaux requiert une attention constante. C'est le Département de la gestion des opérations qui s'en chargera pour le compte du Directeur exécutif. La Division de l'appui à la gestion des opérations, qui relève du Chef de cabinet, sera chargée des contacts réguliers avec les opérations sur le terrain et des réponses communes de plusieurs fonctions du Siège. Cela permettra de fournir un appui global et coordonné du Siège, ainsi que des bureaux régionaux, aux bureaux de terrain et de mieux appliquer le principe de responsabilité des services centraux du Siège s'agissant de répondre de manière efficiente et efficace aux besoins des bureaux de pays.
32. Ce département continuera de bénéficier de ressources supplémentaires par le biais des initiatives internes d'importance primordiale, pour s'assurer que le PAM montre la voie en tant que plus grand organisme humanitaire, qui est aussi le plus souple, le plus innovant et le plus avancé sur le plan technologique, par exemple, par le biais de la transformation numérique, et pour mettre en place un tableau de bord qui remplacera les rapports et les plateformes faisant double-emploi et améliorer ainsi l'efficacité globale des opérations et des services d'appui du PAM. Pour soutenir ces efforts, le Bureau du Chef de cabinet coordonne les activités de la Division de l'innovation et de la gestion des connaissances et de la Division des technologies.
33. La Division des technologies aidera à mettre au point de nouveaux outils et modes opératoires, souples et efficaces, pour le PAM et ses partenaires, notamment des plateformes numériques, des chaînes de blocs et des tableaux de bord.
34. L'action de la Division de l'innovation et de la gestion des connaissances, en particulier l'Accélérateur d'innovations, en est au stade où les initiatives innovantes sont transposées à plus grande échelle et institutionnalisées. À mesure que le PAM continue de s'adapter aux évolutions apportées par la mise en œuvre de la feuille de route intégrée, et avec en toile de fond la réforme du système des Nations Unies, les processus de gestion du changement vont créer un nouvel état d'esprit.
35. Le Bureau du Directeur exécutif fait rapport au Chef de cabinet et s'assure que les missions, les engagements stratégiques et les orientations formulés par le Directeur exécutif pour le PAM à une période où les ressources sont limitées et les besoins augmentent contribuent à la réalisation de l'objectif consistant à venir en aide à toutes les populations en situation d'insécurité alimentaire grave dans le monde. La collaboration active du Directeur exécutif avec les gouvernements, le secteur privé, le Siège du PAM et les bureaux répartis à travers le monde ainsi que sa participation à des manifestations mondiales contribuent à positionner le PAM de manière stratégique sur la scène de l'action humanitaire et du développement, ce qui accroît sa notoriété en tant qu'organisme chef de file et porte-parole des populations les plus vulnérables, tout en fournissant aux bureaux du PAM les ressources et les spécificités nécessaires dans un environnement complexe en évolution rapide.

⁷ Le budget AAP de 2019 prend en compte la nouvelle structure organisationnelle et la reconfiguration du Bureau du Chef de cabinet.

Département des partenariats**(2019: 44,14 millions de dollars;⁸ 2018: 35,95 millions de dollars)**

36. Le Département des partenariats se concentrera sur l'amélioration de la gestion des partenariats existants et nouveaux, la diversification des sources de financement, l'harmonisation de la position du PAM avec les initiatives de réforme du système des Nations Unies et l'amélioration des activités internes et externes de communication et de sensibilisation, afin d'améliorer les relations de partenariat, la mobilisation des fonds et la communication interne.
37. Dans un monde en évolution où les besoins augmentent, il est nécessaire de mettre au point de nouvelles stratégies de financement, de promotion de l'image de marque et de marketing, en particulier dans les domaines des médias numériques/réseaux sociaux et du secteur privé. Des compétences externes ont également été sollicitées pour aider le PAM, en particulier la Division de la communication, de l'action de sensibilisation et du marketing, qui relevait auparavant du Chef de cabinet, à changer son image et pour concevoir de nouvelles stratégies publicitaires destinées à renforcer la présence du PAM dans la sphère numérique et sur les réseaux sociaux. Ce changement organisationnel tirera parti du rôle crucial que jouent les communications externes dans la mobilisation de fonds et permettra au PAM de mieux mettre en valeur ses réalisations. Ces nouvelles stratégies permettront également au PAM d'élargir sa base de donateurs traditionnels et de toucher un public plus large. Le programme révisé des ambassadeurs itinérants, les nouveaux partenariats avec des acteurs du secteur privé comme Mastercard et Facebook et l'application "SharetheMeal" du PAM sont autant d'exemples d'initiatives majeures en cours. Des crédits ont été affectés à la Division de la communication, de l'action de sensibilisation et du marketing afin de renforcer ces activités essentielles et de veiller aussi à ce que la communication interne soit plus collaborative.
38. La Division chargée des interactions avec le système des Nations Unies et de la collaboration multilatérale recevra des moyens en personnel supplémentaires en vue de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, de la résolution du Conseil de sécurité sur la famine engendrée par les conflits⁹ et des discussions en cours sur le lien entre l'action humanitaire, le développement et la consolidation de la paix. La division sera renforcée afin de traiter de manière plus coordonnée les questions que pose la réforme et de permettre au PAM de participer plus activement aux débats sur le maintien de la paix et la planification intégrée et aux forums sur les politiques, en veillant à ce que le PAM soit bien informé sur les enjeux qui ont une incidence sur ses opérations.
39. La Division des partenariats stratégiques, qui relevait auparavant du Directeur exécutif adjoint, axera ses activités sur un engagement plus actif aux côtés des partenaires de développement, notamment la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la Banque asiatique de développement.
40. La Division des partenariats avec les gouvernements et les bureaux du PAM qui se trouvent dans les capitales des principaux pays donateurs seront renforcés afin d'attirer des engagements financiers supplémentaires de la part des donateurs et d'aider ainsi le PAM à répondre aux besoins des personnes auxquelles il prête assistance. Cet investissement

⁸ Le budget AAP de 2019 prend en compte la nouvelle structure organisationnelle et la reconfiguration du Département des partenariats.

⁹ Résolution du Conseil de sécurité 2417 (2018) du 24 mai 2018, disponible à l'adresse <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13354.doc.htm>.

aidera le PAM à accéder à l'aide publique au développement, à des fonds discrétionnaires d'autres donateurs et à des financements assurés par des gouvernements hôtes.

41. Dans le cadre des efforts déployés par le PAM pour développer ses partenariats avec le secteur privé, les effectifs de la Division des partenariats avec le secteur privé seront également renforcés afin de gérer les partenariats en cours conclus avec des entreprises telles que Mastercard, Amazon et AB InBev, pour ne citer que ces quelques exemples.

***Département de l'élaboration des programmes et des politiques
(2019: 20,26 millions de dollars;¹⁰ 2018: 15,08 millions de dollars)***

42. En 2019, le Département de l'élaboration des programmes et des politiques, restructuré, s'occupera de la stratégie, de la réflexion prospective, de la conception des programmes et de l'élaboration des politiques dans le but d'obtenir un impact maximal.
43. La création de la nouvelle Division de la recherche, de l'analyse et du suivi n'a pas d'incidence budgétaire car elle regroupe des fonctions qui existaient déjà, dont le suivi qui relevait de l'ex-Division de la gestion et du suivi de la performance et dont s'occupe maintenant la Division de la gestion de la performance et de l'établissement de rapports – et l'ACV qui relevait de l'ancienne Division des politiques et des programmes – qui est devenue la Division des programmes – action humanitaire et développement. Le soutien apporté aux bureaux de pays qui mettent en œuvre la stratégie du PAM en matière de suivi sera intensifié en 2019. Le personnel supplémentaire poursuivra les progrès réalisés en matière de suivi en renforçant l'appui apporté au quotidien aux bureaux de pays et aux bureaux régionaux, en contribuant à l'élaboration d'orientations et en augmentant les capacités dans les domaines de l'établissement des rapports et de l'analyse.
44. Après avoir renforcé son appui à l'application de la feuille de route intégrée en 2018 en réaffectant les ressources qui étaient allouées à certaines activités spécifiquement axées sur la nutrition afin de faciliter le déploiement à plus grande échelle d'un outil d'analyse et de prise de décisions destiné aux gouvernements, la Division de la nutrition s'emploie actuellement à soutenir les initiatives du PAM visant à contribuer à la réalisation de la cible 2 de l'objectif de développement durable 2 et de l'Objectif stratégique 2 du PAM en mettant en œuvre la politique en matière de nutrition. Il s'agit notamment de trouver de nouvelles solutions permettant au PAM de contribuer activement aux aspects liés à la nutrition de ses partenariats avec l'UNICEF et d'autres acteurs de la nutrition, et de renforcer les programmes en faveur des changements sociaux et comportementaux se rapportant à la nutrition.
45. Dans le prolongement de l'action menée en 2017, un coordonnateur mondial pour les transferts monétaires a été nommé en 2018. Cela permet au PAM en 2019 de mettre l'accent sur l'amélioration de l'efficacité et de l'efficacités de tous les transferts de type monétaire, y compris les aides monétaires polyvalentes, avec plus de cohérence, de manière plus coordonnée et dans un respect plus strict des normes en vigueur.
46. L'augmentation des ressources AAP en faveur du Bureau chargé de la prise en compte de la problématique femmes-hommes, qui était auparavant sous la responsabilité du Directeur exécutif adjoint, vise à appuyer et à renforcer les moyens dont le PAM dispose pour appliquer sa politique en matière de problématique femmes-hommes. Les ressources supplémentaires seront consacrées à l'intégration de la promotion de l'égalité des genres dans les politiques institutionnelles et à la mise en place de mécanismes centraux de prise

¹⁰ Le budget AAP de 2019 prend en compte la nouvelle structure organisationnelle et la reconfiguration du Département de l'élaboration des programmes et des politiques.

en compte systématique de la problématique femmes-hommes, en particulier la version révisée du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP 2.0), le Programme de transformation des relations entre les sexes et le marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes. Elles serviront aussi à sensibiliser à l'importance de l'égalité des genres dans tous les aspects des activités du PAM.

47. Le PAM a créé un Service de l'alimentation scolaire afin de renforcer son statut de chef de file mondial et son engagement dans ce domaine crucial. Ce service se concentrera sur l'orientation de la réflexion et l'innovation à l'échelle mondiale, en aidant les bureaux régionaux et les bureaux de pays à améliorer les programmes et le rapport coût-efficacité, et en soutenant les gouvernements dans le cadre des programmes nationaux d'alimentation scolaire. Il visera également à développer le dialogue sur les politiques à mener pour pérenniser les résultats et à mettre en place des partenariats plus solides et plus efficaces dans les secteurs de l'éducation, de la protection sociale et de l'agriculture, en particulier avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, la Banque mondiale et l'UNICEF. L'une des autres fonctions importantes du Service de l'alimentation scolaire sera de mener des discussions avec les donateurs et d'aider à mobiliser des ressources pour transposer les activités d'alimentation scolaire à plus grande échelle là où elles sont le plus nécessaires.
48. Le retour, mi-2018, de l'Unité des partenariats avec les ONG dans le Département des services concernant les opérations (devenu le Département de l'élaboration des programmes et des politiques) a contribué à jeter des bases solides en vue d'une intégration plus étroite des partenariats noués sur le terrain, les pratiques opérationnelles étant renforcées par le savoir-faire des spécialistes en poste dans le département.

***Département de la gestion des ressources
(2019: 55,03 millions de dollars¹¹; 2018: 50,85 millions de dollars)***

49. Le Département de la gestion des ressources est composé de deux fonctions essentielles: la fonction de Directeur financier est appuyée notamment par les divisions chargées du budget et de la programmation, des finances et de la Trésorerie, de la gestion globale des risques et de la gestion de la performance et de l'établissement de rapports; et la fonction relative au devoir de protection comprend les divisions chargées des ressources humaines, du bien-être du personnel et des services de gestion. Au sein de ces deux grandes fonctions, le Département de la gestion des ressources a continué de donner la priorité aux domaines concernant la gestion globale des risques et la gestion des contrôles internes, y compris la lutte contre la fraude et la corruption, et à d'autres domaines prioritaires répertoriés dans les recommandations issues des rapports de contrôle et portant sur la mise en œuvre de la feuille de route intégrée, l'analyse financière, le suivi et les rapports. Ces dernières années, l'accroissement du volume des dépenses AAP nécessaires au département a été maintenu à un minimum en augmentant les gains d'efficacité afin de stabiliser les effectifs. Cela étant, les seuils associés aux changements d'échelon sont désormais atteints dans plusieurs domaines. La principale priorité de l'allocation budgétaire à ce département en termes de pourcentage concerne la Division de la gestion globale des risques, ce qui permettra de maintenir l'accent mis sur la fonction de lutte contre la fraude et la corruption et sur le renforcement de l'appui au contrôle au niveau de la direction.

¹¹ Le budget AAP de 2019 prend en compte la nouvelle structure organisationnelle et la reconfiguration du Département de la gestion des ressources.

50. L'augmentation proposée des crédits AAP destinés à la Division de la gestion globale des risques en 2019 permettra à celle-ci d'investir dans des domaines essentiels, comme la gestion des risques et la prévention de la fraude. Plus précisément, deux nouveaux spécialistes de la prévention des fraudes seront recrutés afin de constituer une équipe d'experts au sein de la "deuxième ligne de défense" des bureaux régionaux. Leur travail consistera notamment à dispenser des formations et à donner des orientations transversales, à fournir un appui ciblé aux référents chargés des risques fonctionnels et opérationnels sur des questions hautement prioritaires relatives à la lutte contre la fraude et la corruption et, le cas échéant, à collaborer aux enquêtes dirigées par le Bureau des inspections et des enquêtes. Le personnel supplémentaire sera aussi amené à dresser des bilans et à effectuer des analyses comparatives, à s'attaquer aux lacunes existant dans la gouvernance et les politiques et à rationaliser les contrôles anti-fraude de certaines procédures. Un poste sera créé afin d'appuyer le suivi des recommandations relatives au contrôle, les efforts entrepris par la direction pour y donner suite et la communication sur les progrès accomplis dans leur application. Ce nouveau poste tient compte des investissements du PAM dans la troisième ligne de défense et de l'augmentation prévue de la charge de travail liée à l'établissement des rapports de contrôle, en particulier dans le cadre des audits internes et des évaluations.
51. Les allocations en faveur des ressources humaines, fonction qui ne relève plus du Directeur exécutif adjoint, sont également prioritaires, afin de satisfaire les besoins dans de nouveaux domaines – comme le harcèlement, le harcèlement sexuel et l'abus de pouvoir, le recrutement et la planification des effectifs, la problématique femmes-hommes et la diversité, la gestion du fichier pour les interventions d'urgence et le savoir-faire en matière de formation – et de renforcer la structure des effectifs de la division de sorte qu'elle puisse obtenir les résultats escomptés dans ces domaines prioritaires.
52. À l'issue de la phase expérimentale de la feuille de route intégrée, le renforcement de la gestion de la performance est une priorité majeure pour respecter les engagements que le PAM a pris en matière d'obligation redditionnelle et de transparence. En 2019, la Division de la gestion de la performance et de l'établissement de rapports¹² continuera de faciliter la planification de la performance institutionnelle, de parachever la deuxième partie du Cadre révisé de résultats institutionnels et de renforcer les analyses et les rapports destinés au Conseil d'administration à l'aide, notamment, du rapport annuel sur les résultats. Les travaux d'analyse seront renforcés par l'examen plus régulier et la remise en question des programmes et des plans de gestion, des dépenses et des résultats de façon globale, afin d'améliorer les rapports internes et institutionnels. En 2019, les ressources de l'Unité du suivi sur le terrain proviendront de la Division de la recherche, de l'analyse et du suivi et non plus de la Division de la gestion de la performance et de l'établissement de rapports.

¹² Remplace la Division de la gestion et du suivi de la performance.

53. Malgré une nette augmentation du volume de transactions dans l'ensemble du département, la priorité accordée à certains domaines a été levée afin d'investir dans des capacités au service de l'innovation et dans de nouvelles initiatives concernant notamment le bien-être du personnel (avec plus de services médicaux destinés aux interventions d'urgence et sur le terrain), l'ingénierie sur le terrain et les aspects financiers des transferts de type monétaire. Le département a entrepris des examens visant à déterminer les transactions qui pourraient ne plus être considérées comme prioritaires et, lorsque cela est possible, a cherché des solutions d'automatisation afin de faire face au volume croissant de transactions, même si cela nécessitera des investissements à court terme en 2019. On continuera également de rechercher des gains d'efficacité au niveau des services d'appui dans le cadre de la réforme entreprise à l'échelle du système des Nations Unies, dans le cadre de laquelle le PAM joue un rôle central au sein du Groupe des résultats stratégiques liés aux innovations institutionnelles.

ANNEXE II

TABLEAU IV.5: ANALYSE DU BUDGET AAP PAR VOLET, PAR LIGNE DE CRÉDIT ET PAR NIVEAU ADMINISTRATIF <i>(en millions de dollars)</i>						
Lignes de crédit et volet	Bureaux de pays	Bureaux régionaux	Siège	Crédits sous gestion centrale	Total pour 2019	Total pour 2018
Stratégie et orientations						
A – Stratégie et orientations	15,3	3,4	38,3	1,4	58,4	48,3
Services à l'appui des opérations						
B. Services divers à l'appui des opérations	51,9	36,1	71,1	7,7	166,8	156,6
C. Politiques, directives et assurance qualité		20,9	30,9	0,0	51,9	43,4
Total partiel, services à l'appui des opérations	51,9	57,1	102,0	7,7	218,7	200,1
Gouvernance, services de contrôle indépendants et mobilisation de fonds						
D – Sensibilisation, partenariats, mobilisation de fonds et coordination avec les organismes des Nations Unies	15,3	11,8	45,1	5,4	77,6	61,9
E. Gouvernance et services de contrôle indépendants			28,7	1,7	30,4	25,2
Total partiel, gouvernance, services de contrôle indépendants et mobilisation de fonds	15,3	11,8	73,8	7,1	108,1	87,1
Total	82,6	72,3	214,0	16,2	385,1	335,4

TABLEAU IV.7: ANALYSE DU VOLET B – SERVICES DIVERS À L'APPUI DES OPÉRATIONS <i>(en milliers de dollars)</i>						
Type	Bureaux de pays	Bureaux régionaux	Siège	Crédits sous gestion centrale	Total pour 2019	Total pour 2018
Dépenses de personnel	5 949	23 560	52 952	-	82 461	78 732
Autres dépenses	45 989	12 563	18 114	7 663	84 329	77 918
Total	51 938	36 123	71 066	7 663	166 790	156 650

TABLEAU IV.8: ANALYSE DU VOLET C - POLITIQUES, DIRECTIVES ET ASSURANCE QUALITÉ (en milliers de dollars)						
Type	Bureaux de pays	Bureaux régionaux	Siège	Crédits sous gestion centrale	Total pour 2019	Total pour 2018
Dépenses de personnel	-	12 290	25 259	-	37 549	31 797
Autres dépenses	-	8 644	5 670	-	14 314	11 611
Total		20 934	30 929	-	51 863	43 408

TABLEAU IV.9: ANALYSE DU VOLET D – SENSIBILISATION, PARTENARIATS, MOBILISATION DE FONDS ET COORDINATION AVEC LES ORGANISMES DES NATIONS UNIES (en milliers de dollars)						
Type de dépenses	Bureaux de pays	Bureaux régionaux	Siège	Crédits sous gestion centrale	Total pour 2019	Total pour 2018
Dépenses de personnel	12 031	7 927	31 793	860	52 611	42 857
Autres dépenses	3 300	3 919	13 281	4 537	25 037	19 000
Total	15 331	11 846	45 074	5 398	77 648	61 857

TABLEAU IV.11: ANALYSE DU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE ET PAR VOLET (en milliers de dollars)							
	A – Stratégie et orientations	B – Services divers à l'appui des opérations	C – Politiques, directives et assurance qualité	D – Sensibilisation, partenariats, mobilisation de fonds et coordination avec les organismes des Nations Unies	E – Gouvernance et services de contrôle indépendants	Total pour 2019	Total pour 2018
Bureaux de pays	15 331	51 938		15 331		82 599	78 644
Bureaux régionaux	3 405	36 123	20 934	11 846		72 308	67 215
Bureau du Directeur exécutif et bureaux indépendants	4 846	5 022	2 294	535	21 152	33 849	25 523
Département de la gestion des opérations	10 935	13 246	-	550		24 731	18 635
Bureau du Directeur exécutif adjoint	5 801	20 979	1 668	2 333	5 234	36 016	29 287

TABLEAU IV.11: ANALYSE DU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE ET PAR VOLET (en milliers de dollars)

	A – Stratégie et orientations	B – Services divers à l'appui des opérations	C – Politiques, directives et assurance qualité	D – Sensibilisation, partenariats, mobilisation de fonds et coordination avec les organismes des Nations Unies	E – Gouvernance et services de contrôle indépendants	Total pour 2019	Total pour 2018
Département de l'élaboration des programmes et des politiques	7 905	823	10 434	933	170	20 265	15 079
Département des partenariats	858	-	2 557	40 723	-	44 138	35 953
Département de la gestion des ressources	7 918	30 996	13 975	-	2 141	55 030	50 848
Crédits sous gestion centrale	1 394	7 663		5 398	1 727	16 181	14 220
Total	58 392	166 790	51 863	77 648	30 423	385 116	335 405

TABLEAU IV.12: BUDGET AAP POUR 2019 VENTILÉ PAR DOMAINE FONCTIONNEL ET PAR VOLET DE RÉSULTATS (en milliers de dollars)

	A – Stratégie et orientations	B – Services divers à l'appui des opérations	C – Politiques, directives et assurance qualité	D – Sensibilisation, partenariats, mobilisation de fonds et coordination avec les organismes des Nations Unies	E – Gouvernance et services de contrôle indépendants	Total pour 2019	Total pour 2018
Gestion	40 628	4 190	13 220	26 915	19 209	104 162	88 671
Programmes	5 190	35 556	20 485	7 584	8 876	77 692	74 794
Chaîne d'approvisionnement	1 498	21 583	2 986	1 755	-	27 822	23 602
Budget et programmation	-	6 685	610	1 139	-	8 434	10 686
Ressources humaines	2 628	24 345	5 052	200	-	32 226	31 218
Administration	1 313	10 629	2 810	-	-	14 752	11 886
Finances	-	6 120	3 491	-	1 487	11 098	10 565
Technologies de l'information	7 135	38 190	-	550	-	45 875	29 998
Sécurité	-	17 326	-	-	-	17 326	15 908
Relations avec les donateurs, communication et rapports	-	2 166	3 209	39 504	850	45 729	38 076
Total	58 392	166 790	51 863	77 648	30 423	385 116	335 405

TABLEAU IV.13: BUDGET AAP PAR NIVEAU ADMINISTRATIF

	2017 (dépenses)							Total pour 2018 (estimations)							Total pour 2019 (projections)						
	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)
Bureaux de pays	105	-	323	428	27	51,8	78,8	106	-	345	451	30,0	48,7	78,6	106	-	345	451	30,0	52,6	82,6
Bureaux régionaux	171	-	259	430	35	32,3	67,2	188	-	279	467	42,3	24,9	67,2	202	-	269	471	46,0	26,3	72,3
Siège	484	331	9	824	112,2	63,7	175,9	482	338	4	823	130,4	44,9	175,3	563	379	3	944	157,6	56,4	214,0
Niveau central	3	-	-	3	1,6	11,2	12,7	3	-	-	3	0,7	13,5	14,2	3	2	-	5	0,9	15,3	16,2
Total	763	331	591	1 685	175,7	159,0	334,7	779	338	628	1 744	203,5	131,9	335,4	874	380	617	1 871	234,5	150,6	385,1

TABLEAU A.I.1: BUDGET AAP PAR NIVEAU ADMINISTRATIF

	2017 (dépenses)							Total pour 2018 (estimations)							Total pour 2019 (projections)						
	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)
Bureaux de pays	105	-	323	428	27	51,8	78,8	106	-	345	451	30,0	48,7	78,6	106	-	345	451	30,0	52,6	82,6
Bureaux régionaux	171	-	259	430	35	32,3	67,2	188	-	279	467	42,3	24,9	67,2	202	-	269	471	46,0	26,3	72,3
Siège	484	331	9	824	112,2	63,7	175,9	482	338	4	823	130,4	44,9	175,3	563	379	3	944	157,6	56,4	214,0
Niveau central	3	-	-	3	1,6	11,2	12,7	3	-	-	3	0,7	13,5	14,2	3	2	-	5	0,9	15,3	16,2
Total	763	331	591	1 685	175,7	159,0	334,7	779	338	628	1 744	203,5	131,9	335,4	874	380	617	1,871	234,5	150,6	385,1

TABLEAU A.I.3: RÉPARTITION DES POSTES ET DES DÉPENSES AAP PAR ENTITÉ CENTRALE, 2017-2019

	2017 (dépenses)							Total pour 2018 (estimations)							Total pour 2019 (projections)						
	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)
Total, Siège et niveau central	487	331	9	827	113,8	74,9	188,7	485	338	4	826	131,2	58,4	189,5	566	380	3	949	158,5	71,7	230,2
Total, Siège	484	331	9	824	112,2	63,7	175,9	482	338	4	823	130,4	44,9	175,3	563	379	3	944	157,6	56,4	214,0
Directeur exécutif et bureaux indépendants	69	24	-	93	14	10,4	24,1	70	24	-	94	17,3	8,2	25,5	101	31	-	131	24,7	9,2	33,8
Bureau du Directeur exécutif	8	8		16	3	1,7	4,3	8	8	-	16	3,0	0,6	3,6	6	8	-	14	2,7	1,0	3,7
Bureau de la déontologie	2	1		3	0	0,4	0,9	2	1	-	3	0,6	0,3	0,9	4	2	-	6	1,1	0,3	1,5
Bureau des services juridiques	17	6		23	3	1,6	4,3	18	6	-	24	4,1	0,9	4,9	24	7	-	31	5,4	0,6	6,0
Bureau de l'Ombudsman	1	1		2	0	0,3	0,7	1	1	-	2	0,4	0,3	0,7	3	2	-	5	0,9	0,4	1,3
Bureau de l'évaluation	12	3		15	3	4,1	6,7	12	3	-	15	3,0	4,4	7,4	24	5	-	29	5,7	4,7	10,4
Bureau de l'Inspecteur général et des services de contrôle	29	5		34	5	2,3	7,2	29	5	-	34	6,2	1,7	8,0	40	7	-	47	8,9	2,1	11,0
Département de la gestion des opérations	56	23	-	79	10	11,9	22,2	52	21	-	73	12,3	6,3	18,6	58	21	-	79	14,4	10,4	24,7

TABLEAU A.I.3: RÉPARTITION DES POSTES ET DES DÉPENSES AAP PAR ENTITÉ CENTRALE, 2017-2019

	2017 (dépenses)							Total pour 2018 (estimations)							Total pour 2019 (projections)						
	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)
Bureau du Chef de cabinet (*)	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	4	1,0	0,9	1,8
Appui à la gestion des opérations	4	4		8	1	0,2	1,1	2	6	-	8	1,1	0,3	1,4	2	6	-	8	1,1	0,4	1,5
Innovation et gestion des connaissances	2	1		3	1	0,6	1,2	2	1	-	3	0,6	0,6	1,3	2	1	-	3	0,7	0,7	1,4
Technologies	50	18		68	9	11,1	20,0	48	14	-	62	10,6	5,4	16,0	50	14	-	64	11,5	8,4	20,0
Bureau du Directeur exécutif adjoint	84	91	-	174	24	9,1	32,7	82	90	-	171	25,0	4,3	29,3	90	99	-	189	28,6	7,4	36,0
Bureau du Directeur exécutif adjoint	2	2		4	1	0,1	0,9	3	2	-	5	1,0	0,2	1,1	3	3	-	6	1,1	0,6	1,7
Opérations concernant les situations d'urgence et la chaîne d'approvisionnement															2	1	-	3	0,7	0,2	0,9
Chaîne d'approvisionnement	56	45	-	100	15	1,1	16,2	54	44	-	97	14,9	1,2	16,1	57	44	-	101	16,2	2,1	18,3
Secours d'urgence	12	3	-	15	2	0,9	3,2	11	3	-	14	2,8	1,0	3,8	12	3	-	15	3,2	2,6	5,8
Sécurité	4	26	-	30	2	0,6	2,6	4	26	-	30	2,7	0,4	3,1	4	33	-	37	3,4	0,4	3,8

TABLEAU A.I.3: RÉPARTITION DES POSTES ET DES DÉPENSES AAP PAR ENTITÉ CENTRALE, 2017-2019

	2017 (dépenses)							Total pour 2018 (estimations)							Total pour 2019 (projections)						
	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)
Secrétariat du Conseil d'administration	10	15		25	3	2,8	6,3	10	15	-	25	3,6	1,6	5,1	12	15	-	27	4,0	1,6	5,6
Équipe chargée de la feuille de route intégrée – Siège						3,6	3,6								-	-	-	-	-	-	-
Département de l'élaboration des programmes et des politiques	47	16	-	63	11	2,5	13,1	48	16	-	64	12,6	2,5	15,1	63	19	-	82	16,8	3,5	20,3
Bureau du Sous-Directeur exécutif	4	3	-	7	1	0,6	1,5	4	2	-	6	1,3	1,2	2,5	2	2	-	4	0,8	1,3	2,0
Unité des partenariats avec les ONG	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	0,3	0,1	0,4
Programmes – action humanitaire et développement	31	10	-	41	7	1,3	8,2	31	10	-	41	7,9	0,8	8,8	26	8	-	34	7,2	0,8	8,0
Recherche, analyse et suivi															12	3	-	15	2,9	0,1	3,0
Transferts de type monétaire				-	-	-	-	1	1	-	2	0,4	0,0	0,4	1	1	-	2	0,5	0,1	0,5
Nutrition	7	2	-	9	2	0,1	1,8	7	2	-	9	1,8	0,1	1,8	7	3	-	10	2,0	0,0	2,1

TABLEAU A.I.3: RÉPARTITION DES POSTES ET DES DÉPENSES AAP PAR ENTITÉ CENTRALE, 2017–2019

	2017 (dépenses)							Total pour 2018 (estimations)							Total pour 2019 (projections)						
	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)
Alimentation scolaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	1	-	10	2,0	0,5	2,5
Prise en compte de la problématique femmes-hommes	5	1		6	1	0,5	1,5	5	1	-	6	1,2	0,4	1,6	5	1	-	6	1,3	0,5	1,8
Département des partenariats	103	47	9	159	24	11,7	35,7	101	45	4	150	25,3	10,6	\$36,0	114	54	3	171	30,5	13,6	44,1
Bureau du Sous-Directeur exécutif	2	2		4	1	0,2	1,0	3	2	-	5	1,0	0,5	1,5	3	3	-	6	1,1	0,5	1,6
Communication, action de sensibilisation et marketing (y compris les bureaux de Londres et de Copenhague)	23	12		35	6	2,7	8,2	23	12	-	35	6,1	2,5	8,6	27	13	-	40	7,4	3,3	10,7
Partenariats stratégiques (y compris le Bureau d'Addis-Abeba)	2	-	2	4	0	0,2	0,6	2	-	2	4	0,5	0,3	0,8	2	-	2	4	0,6	0,2	0,9

TABLEAU A.I.3: RÉPARTITION DES POSTES ET DES DÉPENSES AAP PAR ENTITÉ CENTRALE, 2017-2019

	2017 (dépenses)							Total pour 2018 (estimations)							Total pour 2019 (projections)						
	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)
Partenariats avec les gouvernements (Beijing, Berlin, Paris, Séoul, Tokyo, Émirats arabes unis)	28	16	4	48	7	2,5	9,4	27	16	1	44	7,1	2,4	9,5	31	16	-	47	8,3	4,0	12,3
Partenariats avec le secteur privé	22	4	3	29	4	2,6	6,2	23	4	1	28	4,3	1,9	6,2	23	4	1	28	4,6	2,5	7,1
Relations avec les organismes ayant leur siège à Rome et le CSA	3	1	-	4	1	0,1	0,9	3	1	-	4	0,8	0,2	1,0	3	1	-	4	0,9	0,2	1,1
Interactions avec le système des Nations Unies et collaboration multilatérale (y compris les bureaux de New York et de Genève)	8	3	-	11	2	1,5	3,5	9	3	-	12	2,5	1,2	3,7	10	5	-	15	3,0	1,5	4,6
Bureau de Bruxelles	4	3	-	7	1	0,5	1,8	4	3	-	7	1,3	0,5	1,8	6	5	-	11	1,9	0,6	2,6
Bureau de Washington	6	4	-	10	2	0,8	2,4	7	4	-	11	1,8	1,1	2,9	9	7	-	16	2,7	0,8	3,5
Département de la gestion des ressources	126	130	-	256	30	18,1	48,1	129	142	-	271	37,9	13,0	50,8	138	155	-	293	42,7	12,4	55,0

TABLEAU A.I.3: RÉPARTITION DES POSTES ET DES DÉPENSES AAP PAR ENTITÉ CENTRALE, 2017-2019

	2017 (dépenses)							Total pour 2018 (estimations)							Total pour 2019 (projections)						
	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Administrateurs	Services généraux	Personnel recruté sur le plan national	Total des postes	Dépenses de personnel (en millions de dollars)	Autres dépenses (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)
Bureau du Sous-Directeur exécutif et Directeur financier	2	2	-	4	1	0,2	0,9	2	2	-	4	0,8	0,1	0,8	2	2	-	4	0,8	0,1	0,9
Budget et programmation	18	26	-	44	5	1,1	6,4	18	25	-	43	5,9	0,2	6,1	18	29	-	47	6,5	0,5	7,0
Finances et Trésorerie	37	26	-	63	7	2,8	9,8	30	23	-	53	7,9	1,7	9,7	30	23	-	53	8,4	1,8	10,2
Services de gestion	10	22	-	32	4	8,6	12,7	10	22	-	32	3,9	6,7	10,6	11	22	-	33	4,4	6,9	11,3
Ressources humaines	41	47	-	88	9	4,8	13,5	43	60	-	103	12,8	3,2	15,9	49	65	-	114	15,1	2,0	17,1
Gestion de la performance et établissement de rapports	13	5	-	18	3	0,2	3,3	12	6	-	18	3,1	0,3	3,4	11,0	6,0	-	17	3,0	0,2	3,2
Gestion globale des risques			-	-			-	9	2	-	11	2,1	0,5	2,5	12	2	-	14	2,8	0,5	3,3
Bien-être du personnel	5	3	-	8	1	0,4	1,5	5	3	-	8	1,4	0,3	1,7	5	6	-	11	1,6	0,3	1,9
Niveau central	3	-	-	3	2	11,2	12,7	3	-	-	3	0,7	13,5	14,2	3	2	-	5	0,9	15,3	16,2
Crédits sous gestion centrale	3			3	2	11,2	12,7	3	-	-	3	0,7	13,5	14,2	3	2	-	5	0,9	15,3	16,2

Note: Les dépenses afférentes au personnel national sont comptabilisées à la rubrique des autres dépenses.

* Pour 2018, le Chef de cabinet est inclus dans le Bureau du Directeur exécutif.

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019													
	Fonctionnaires internationaux du cadre organique et catégories supérieures												
	Directeur exécutif	Sous- Secrétaire général	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Total	Administrateurs nationaux	Services généraux (Siège et bureaux de liaison)	Total général
Bureaux de pays													
2018			16	31	30	9	20			106	345		451
2019			16	31	30	8	21			106	345		451
Bureaux régionaux													
2018	-	-	6	7	46	83	44	3	-	188	279		467
2019	-	-	6	9	49	84	50	4	-	202	269		471
Asie et Pacifique													
2018			1	1	8	13	10			33	48		81
2019			1	1	8	12	10	1		33	35		68
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale													
2018			1	2	6	20	9	1		39	48		87
2019			1	2	9	22	10	2		46	48		94
Afrique de l'Ouest													
2018			1	1	12	13	9			36	42		78
2019			1	2	12	13	9			37	50		87
Afrique australe													
2018			1	1	5	12	6	1		26	51		77
2019			1	1	5	12	7			26	49		75

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019													
Fonctionnaires internationaux du cadre organique et catégories supérieures													
	Directeur exécutif	Sous-Secrétaire général	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Total	Administrateurs nationaux	Services généraux (Siège et bureaux de liaison)	Total général
Afrique de l'Est et Afrique centrale													
2018			1	1	11	12	7			32	49		81
2019			1	2	11	10	12	1		37	48		85
Amérique latine et Caraïbes													
2018			1	1	4	13	3	1		23	41		64
2019			1	1	4	15	2			23	39		62
Siège													
2018	1	5	21	42	94	139	147	33	-	482	4	338	823
2019	1	5	23	46	103	174	169	42	1	563	3	379	944
Directeur exécutif et bureaux indépendants													
2018	1	1	3	8	12	20	23	2	-	70	-	24	94
2019	1	-	3	7	15	36	34	5	-	101	-	31	131
Bureau du Directeur exécutif													
2018	1	1		2	1	1	2			8		8	16
2019	1			1	2	2				6		8	14
Bureau de la déontologie													
2018				1		1				2		1	3
2019				1		3				4		2	6

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019													
Fonctionnaires internationaux du cadre organique et catégories supérieures													
	Directeur exécutif	Sous- Secrétaire général	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Total	Administrateurs nationaux	Services généraux (Siège et bureaux de liaison)	Total général
Bureau des services juridiques													
2018			1	1	4	4	7	1		18		6	24
2019			1	1	4	6	8	4		24		7	31
Bureau de l'Ombudsman													
2018				1						1		1	2
2019				1		1	1			3		2	5
Bureau de l'évaluation													
2018			1	1	3	6	1			12		3	15
2019			1	1	4	11	6	1		24		5	29
Bureau de l'Inspecteur général et des services de contrôle													
2018			1	2	4	8	13	1		29		5	34
2019			1	2	5	13	19			40		7	47
Département de la gestion des opérations													
2018	-	-	3	1	11	14	21	2	-	52	-	21	73
2019	-	1	3	2	11	15	22	4	-	58	-	21	79
Bureau du Chef de cabinet													
2018										-		-	-
2019		1			1	1	1			4		-	4

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019													
Fonctionnaires internationaux du cadre organique et catégories supérieures													
	Directeur exécutif	Sous-Secrétaire général	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Total	Administrateurs nationaux	Services généraux (Siège et bureaux de liaison)	Total général
Appui à la gestion des opérations													
2018			1		1					2		6	8
2019			1		1					2		6	8
Innovation et gestion des connaissances													
2018			1		1					2		1	3
2019			1		1					2		1	3
Technologies													
2018			1	1	9	14	21	2		48		14	62
2019			1	2	8	14	21	4		50		14	64
Bureau du Directeur exécutif adjoint													
2018	-	1	3	8	17	33	18	2	-	82	-	90	171
2019	-	1	4	8	16	35	22	3	1	90	-	99	189
Bureau du Directeur exécutif adjoint													
2018		1			1	1				3		2	5
2019		1	-		1	1				3		3	6
Opérations concernant les situations d'urgence et la chaîne d'approvisionnement													
2018										-			-
2019			1			1				2		1	3

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019													
Fonctionnaires internationaux du cadre organique et catégories supérieures													
	Directeur exécutif	Sous- Secrétaire général	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Total	Administrateurs nationaux	Services généraux (Siège et bureaux de liaison)	Total général
Chaîne d'approvisionnement													
2018			2	5	10	20	15	2		54		44	97
2019			2	5	9	21	17	3		57		44	101
Secours d'urgence													
2018			1	1	3	5	1			11		3	14
2019			1	1	3	5	2			12		3	15
Sécurité												-	
2018				1	1	2				4		26	30
2019				1	1	2				4		33	37
Secrétariat du Conseil d'administration													
2018				1	2	5	2			10		15	25
2019				1	2	5	3		1	12		15	27
Département de l'élaboration des programmes et des politiques													
2018	-	1	4	8	10	17	8	-	-	48	-	16	64
2019	-	1	4	9	15	22	11	1	-	63	-	19	82
Bureau du Sous-Directeur exécutif													
2018		1	1		1	1				4		2	6
2019		1				1				2		2	4

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019													
	Fonctionnaires internationaux du cadre organique et catégories supérieures												
	Directeur exécutif	Sous- Secrétaire général	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Total	Administrateurs nationaux	Services généraux (Siège et bureaux de liaison)	Total général
Unité des partenariats avec les ONG													
2018										-		-	
2019					1					1		-	1
Programmes – action humanitaire et développement													
2018			1	6	7	12	5			31		10	41
2019			1	5	8	10	2			26		8	34
Recherche, analyse et suivi													
2018										-			-
2019			1	1	1	4	4	1		12		3	15
Transferts de type monétaire													
2018			1							1		1	2
2019			1							1		1	2
Nutrition													
2018			1	1	1	2	2			7		2	9
2019			1	1	3	1	1			7		3	10
Alimentation scolaire													
2018										-		-	
2019				1	1	4	3			9		1	10

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019													
Fonctionnaires internationaux du cadre organique et catégories supérieures													
	Directeur exécutif	Sous-Secrétaire général	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Total	Administrateurs nationaux	Services généraux (Siège et bureaux de liaison)	Total général
Prise en compte de la problématique femmes-hommes													
2018				1	1	2	1			5		1	6
2019				1	1	2	1			5		1	6
Département des partenariats													
2018	-	1	5	10	20	26	28	11	-	101	4	45	150
2019	-	1	6	11	21	32	31	12	-	114	3	54	171
Bureau du Sous-Directeur exécutif													
2018		1			1		1			3		2	5
2019		1			1	1				3		3	6
Communication, action de sensibilisation et marketing (y compris les bureaux de Londres et de Copenhague)													
2018			1	1	8	7	4	2		23		12	35
2019			1	2	8	8	6	2		27		13	40
Partenariats stratégiques (y compris le Bureau d'Addis-Abeba)													
2018				1	1					2	2	-	4
2019				1	1					2	2	-	4
Partenariats avec les gouvernements (Beijing, Berlin, Paris, Séoul, Tokyo, Émirats arabes unis)													
2018	-	-	1	3	4	8	11	-	-	27	1	16	44
2019	-	-	1	3	5	9	12	1	-	31	-	16	47

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019													
Fonctionnaires internationaux du cadre organique et catégories supérieures													
	Directeur exécutif	Sous- Secrétaire général	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Total	Administrateurs nationaux	Services généraux (Siège et bureaux de liaison)	Total général
Partenariats avec le secteur privé													
2018			1	1	1	4	8	8		23	1	4	28
2019			1	1	1	4	8	8		23	1	4	28
Relations avec les organismes ayant leur siège à Rome et le CSA													
2018				1	1		1			3		1	4
2019				1	1	1				3		1	4
Interactions avec le système des Nations Unies et collaboration multilatérale (y compris les bureaux de New York et de Genève)													
2018	-	-	1	2	2	4	-	-	-	9	-	3	12
2019	-	-	1	2	2	5	-	-	-	10	-	5	15
Bureau de Bruxelles													
2018				1	1	1	1			4		3	7
2019				1	1	2	2			6		5	11
Bureau de Washington													
2018			1		1	2	2	1		7		4	11
2019			2		1	2	3	1		9		7	16

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019													
Fonctionnaires internationaux du cadre organique et catégories supérieures													
	Directeur exécutif	Sous- Secrétaire général	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Total	Administrateurs nationaux	Services généraux (Siège et bureaux de liaison)	Total général
Département de la gestion des ressources												-	
2018	-	1	3	7	24	29	49	16	-	129	-	142	271
2019	-	1	3	9	25	34	49	17	-	138	-	155	293
Bureau du Sous-Directeur exécutif et Directeur financier												-	
2018		1				1				2		2	4
2019		1				1				2		2	4
Budget et programmation												-	
2018			1	1	4	3	9			18		25	43
2019			1	1	5	3	8			18		29	47
Finances et Trésorerie													
2018			1	1	6	6	11	5		30		23	53
2019			1	2	5	7	10	5		30		23	53
Services de gestion													
2018				1	3	1	4	1		10		22	32
2019				1	3	3	3	1		11		22	33
Ressources humaines													
2018			1	1	5	9	17	10		43		60	103
2019			1	2	6	8	22	10		49		65	114

TABLEAU A.II.2: TABLEAU DES EFFECTIFS IMPUTÉS AU BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019													
	Fonctionnaires internationaux du cadre organique et catégories supérieures												
	Directeur exécutif	Sous- Secrétaire général	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Total	Administrateurs nationaux	Services généraux (Siège et bureaux de liaison)	Total général
Gestion de la performance et établissement de rapports													
2018				1	3	4	4			12		6	18
2019				1	3	4	3	-		11		6	17
Gestion globale des risques													
2018				1	2	3	3			9		2	11
2019				1	2	6	2	1		12		2	14
Bien-être du personnel													
2018				1	1	2	1			5		3	8
2019				1	1	2	1			5		6	11
Crédits sous gestion centrale													
2018				1	1	1				3		-	3
2019				1	1	1				3		2	5
Total général												-	
2018	1	5	43	81	170	232	211	36	-	779	628	338	1 744
2019	1	5	45	87	183	266	239	46	1	874	617	380	1 871

* Le Bureau de l'intégration et de l'appui en matière de gestion des ressources est inclus dans la Division des finances et de la Trésorerie.

TABLEAU A.II.3: BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019 (en milliers de dollars)

	Dépenses de personnel	Personnel local	Consultants	Personnel temporaire	Heures supplémentaires	Voyages officiels	Formation	Loyer	Charges collectives, nettoyage et entretien des locaux	Dépenses de bureau et autres	Services et équipement TIC	Assurances	Location et coûts d'exploitation des véhicules	Frais de représentation	Services fournis par des organismes des Nations Unies	Contributions organes de l'ONU	Autres	Montant total des autres coûts	Total
Bureaux de pays																			
2018	29 963	6 000	650	750	27	1 400	100	1 200	500	650	1 000	10	750	10	450	350	34 834	48 681	78 644
2019	30 010	6 500	1 000	1 000	30	1 800	100	1 200	900	900	1 000	60	850	15	450	350	36 434	52 589	82 599
Bureaux de pays																			
2018	29 963	6 000	650	750	27	1 400	100	1 200	500	650	1 000	10	750	10	450	350	34	13 881	43 844
2019	30 010	6 500	1 000	1 000	30	1 800	100	1 200	900	900	1 000	60	850	15	450	350	1 234	17 389	47 399
Ajustement technique pour les bureaux de pays																			
2018	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 800	34 800	34 800
2019	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35 200	35 200	35 200
Bureaux régionaux																			
2018	42 321	13 713	1 638	271	62	2 454	831	1 199	701	471	1 944	51	270	25	189	72	1 003	24 893	67 215
2019	46 017	14 331	2 462	565	52	2 688	652	1 340	494	189	1 951	35	232	17	80	66	1 136	26 291	72 308
Asie et Pacifique																			
2018	7 369	2 665	1 000	75	13	500	188	350	76	81	247	3	8	2	48	6	87	5 348	12 716
2019	7 432	2 546	1 280	0	8	701	65	379	71	60	633	3	8	3	50	6	0	5 811	13 243
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale																			
2018	8 666	1 534	162	76	20	311	200	220	85	0	406	7	72	8	7	10	281	3 399	12 065
2019	10 319	1 520	150	240	20	314	150	340	40	20	292	10	65	8	0	0	20	3 188	13 507

TABLEAU A.II.3: BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019 (en milliers de dollars)

	Dépenses de personnel	Personnel local	Consultants	Personnel temporaire	Heures supplémentaires	Voyages officiels	Formation	Loyer	Charges collectives, nettoyage et entretien des locaux	Dépenses de bureau et autres	Services et équipement TIC	Assurances	Location et coûts d'exploitation des véhicules	Frais de représentation	Services fournis par des organismes des Nations Unies	Contributions organes de l'ONU	Autres	Montant total des autres coûts	Total
Afrique de l'Ouest																			
2018	8 037	1 458	96	29	10	652	343	24	56	208	353	21	44	5	43	0	175	3 513	11 550
2019	8 634	2 265	40	50	10	382	235	12	59	12	267	0	29	0	15	15	52	3 443	12 077
Afrique australe																			
2018	5 783	3 036	35	30	10	430	100	235	314	72	350	10	70	10	0	20	100	4 822	10 605
2019	5 944	3 037	376	241	10	700	20	294	124	58	316	15	57	4	0	15	56	5 323	11 266
Afrique de l'Est et Afrique centrale																			
2018	7 261	2 771	0	0	5	261	0	300	0	106	469	5	50	0	86	30	210	4 293	11 554
2019	8 393	2 952	484	4	0	235	31	300	100	30	286	5	50	0	0	20	147	4 644	13 036
Amérique latine et Caraïbes																			
2018	5 206	2 250	345	61	4	300	0	71	170	5	120	5	27	0	5	6	150	3 519	8 725
2019	5 296	2 011	132	30	4	356	152	15	100	10	158	3	23	2	15	11	860	3 883	9 178
Siège																			
2018	130 447	1 300	14 830	4 088	297	4 128	1 610	1 265	2 790	2 031	7 639	263	207	41	190	298	3 903	44 879	175 326
2019	157 571	2 424	19 797	3 065	393	7 218	2 399	1 734	3 361	1 849	7 622	285	251	111	130	40	5 778	56 457	214 027

TABLEAU A.II.3: BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019 (en milliers de dollars)

	Dépenses de personnel	Personnel local	Consultants	Personnel temporaire	Heures supplémentaires	Voyages officiels	Formation	Loyer	Charges collectives, nettoyage et entretien des locaux	Dépenses de bureau et autres	Services et équipement TIC	Assurances	Location et coûts d'exploitation des véhicules	Frais de représentation	Services fournis par des organismes des Nations Unies	Contributions organes de l'ONU	Autres	Montant total des autres coûts	Total
Directeur exécutif et bureaux indépendants																			
2018	17 339	0	5 821	194	31	1 258	171	1	0	40	234	0	0	0	3	0	430	8 184	25 523
2019	24 663	180	5 262	203	61	1 695	350	0	28	238	787	0	0	30	3	30	319	9 186	33 849
Bureau du Directeur exécutif																			
2018	3 016	0	35	0	30	390	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	555	3 571
2019	2 677	0	80	0	60	534	20	0	0	0	150	0	0	30	0	0	110	984	3 662
Bureau de la déontologie																			
2018	621	0	205	0	0	30	33	0	0	3	17	0	0	0	3	0	0	291	912
2019	1 136	0	218	0	0	30	51	0	26	3	17	0	0	0	3	0	0	347	1 483
Bureau des services juridiques																			
2018	4 050	0	303	49	0	12	10	0	0	15	76	0	0	0	0	0	430	895	4 945
2019	5 387	0	399	50	0	36	10	0	0	18	81	0	0	0	0	0	44	638	6 025
Bureau de l'Ombudsman																			
2018	417	0	65	88	1	60	38	0	0	2	15	0	0	0	0	0	0	269	686
2019	864	0	65	88	1	112	49	0	0	2	19	0	0	0	0	0	55	392	1 256
Bureau de l'évaluation																			
2018	3 003	0	4 300	0	0	76	30	0	0	10	10	0	0	0	0	0	0	4 426	7 429
2019	5 660	0	4 020	0	0	116	60	0	0	140	364	0	0	0	0	30	0	4 730	10 390

TABLEAU A.II.3: BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019 (en milliers de dollars)

	Dépenses de personnel	Personnel local	Consultants	Personnel temporaire	Heures supplémentaires	Voyages officiels	Formation	Loyer	Charges collectives, nettoyage et entretien des locaux	Dépenses de bureau et autres	Services et équipement TIC	Assurances	Location et coûts d'exploitation des véhicules	Frais de représentation	Services fournis par des organismes des Nations Unies	Contributions organes de l'ONU	Autres	Montant total des autres coûts	Total
Bureau de l'Inspecteur général et des services de contrôle																			
2018	6 232	0	912	57	0	690	60	1	0	10	17	0	0	0	0	0	0	1 748	7 979
2019	8 939	180	480	65	0	867	159	0	2	75	156	0	0	0	0	0	110	2 094	11 033
Département de la gestion des opérations																			
2018	12 332	0	1 589	818	6	230	114	0	0	34	3 497	0	0	2	0	0	13	6 304	18 635
2019	14 365	147	3 499	396	15	1 202	99	100	0	284	2 483	0	0	29	0	0	2 112	10 365	24 731
Bureau du Chef de cabinet																			
2018	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2019	992	0	0	0	0	630	15	0	0	0	125	0	0	20	0	0	60	850	1 842
Appui à la gestion des opérations																			
2018	1 103	0	253	0	6	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	264	1 367
2019	1 125	0	200	0	15	15	20	0	0	65	25	0	0	9	0	0	43	392	1 517
Innovation et gestion des connaissances																			
2018	645	0	283	130	0	145	20	0	0	4	12	0	0	2	0	0	13	609	1 254
2019	702	0	318	76	0	243	14	0	0	2	49	0	0	0	0	0	8	709	1 411
Technologies																			
2018	10 584	0	1 053	688	0	80	94	0	0	30	3 485	0	0	0	0	0	0	5 431	16 014
2019	11 547	147	2 981	320	0	314	50	100	0	217	2 283	0	0	0	0	0	2 001	8 414	19 961

TABLEAU A.II.3: BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019 (en milliers de dollars)

	Dépenses de personnel	Personnel local	Consultants	Personnel temporaire	Heures supplémentaires	Voyages officiels	Formation	Loyer	Charges collectives, nettoyage et entretien des locaux	Dépenses de bureau et autres	Services et équipement TIC	Assurances	Location et coûts d'exploitation des véhicules	Frais de représentation	Services fournis par des organismes des Nations Unies	Contributions organes de l'ONU	Autres	Montant total des autres coûts	Total
Bureau du Directeur exécutif adjoint																			
2018	24 966	0	546	1 187	112	393	115	0	0	43	213	0	0	16	0	290	1 405	4 321	29 287
2019	28 577	115	2 295	733	119	997	635	0	0	112	759	0	0	23	0	0	1 650	7 438	36 016
Bureau du Directeur exécutif adjoint																			
2018	965	0	21	0	5	115	0	0	0	3	9	0	0	3	0	0	0	156	1 121
2019	1 126	0	60	0	3	124	18	0	0	6	37	0	0	0	0	0	325	574	1 700
Opérations concernant les situations d'urgence et la chaîne d'approvisionnement																			
2018	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2019	675	0	50	0	0	50	0	0	0	0	25	0	0	0	0	0	55	180	855
Chaîne d'approvisionnement																			
2018	14 948	0	525	36	7	102	0	0	0	14	53	0	0	7	0	0	452	1 197	16 145
2019	16 182	0	722	78	16	219	0	0	0	31	114	0	0	16	0	0	888	2 083	18 265
Secours d'urgence																			
2018	2 796	0	0	543	0	125	100	0	0	10	30	0	0	0	0	0	200	1 008	3 804
2019	3 181	97	1 369	0	0	359	564	0	0	0	219	0	0	0	0	0	0	2 608	5 789
Sécurité																			
2018	2 705	0	0	0	50	47	0	0	0	6	52	0	0	0	0	0	234	388	3 094
2019	3 405	18	0	0	40	71	33	0	0	61	105	0	0	0	0	0	92	421	3 826

TABLEAU A.II.3: BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019 (en milliers de dollars)

	Dépenses de personnel	Personnel local	Consultants	Personnel temporaire	Heures supplémentaires	Voyages officiels	Formation	Loyer	Charges collectives, nettoyage et entretien des locaux	Dépenses de bureau et autres	Services et équipement TIC	Assurances	Location et coûts d'exploitation des véhicules	Frais de représentation	Services fournis par des organismes des Nations Unies	Contributions organes de l'ONU	Autres	Montant total des autres coûts	Total
Secrétariat du Conseil d'administration																			
2018	3 551	0	0	609	50	4	15	0	0	11	70	0	0	6	0	290	519	1 573	5 124
2019	4 008	0	94	655	60	173	19	0	0	14	259	0	0	7	0	0	291	1 573	5 581
Département de l'élaboration des programmes et des politiques																			
2018	12 618	0	917	213	4	419	40	0	0	163	253	0	0	2	0	5	446	2 461	15 079
2019	16 814	0	1 232	83	12	965	83	2	0	145	288	0	0	4	0	5	633	3 451	20 265
Bureau du Sous-Directeur exécutif																			
2018	1 289	0	390	83	4	162	3	0	0	119	114	0	0	2	0	0	319	1 196	2 484
2019	775	0	240	83	10	340	3	0	0	110	135	0	0	2	0	0	349	1 272	2 047
Unité des partenariats avec les ONG																			
2018	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2019	261	0	95	0	0	0	0	0	0	0	12	0	0	0	0	0	28	135	396
Programmes - action humanitaire et développement																			
2018	7 939	0	392	130	0	150	0	0	0	38	109	0	0	0	0	0	0	819	8 758
2019	7 161	0	478	0	0	130	15	0	0	20	47	0	0	0	0	0	103	793	7 953
Recherche, analyse et suivi																			
2018	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2019	2 857	0	54	0	0	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34	138	2 995

TABLEAU A.II.3: BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019 (en milliers de dollars)

	Dépenses de personnel	Personnel local	Consultants	Personnel temporaire	Heures supplémentaires	Voyages officiels	Formation	Loyer	Charges collectives, nettoyage et entretien des locaux	Dépenses de bureau et autres	Services et équipement TIC	Assurances	Location et coûts d'exploitation des véhicules	Frais de représentation	Services fournis par des organismes des Nations Unies	Contributions organes de l'ONU	Autres	Montant total des autres coûts	Total
Transferts de type monétaire																			
2018	411	0	0	0	0	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19	430
2019	456	0	0	0	2	30	0	0	0	6	3	0	0	2	0	0	10	53	509
Nutrition																			
2018	1 776	0	15	0	0	18	13	0	0	3	15	0	0	0	0	0	0	64	1 841
2019	2 045	0	0	0	0	10	0	0	0	8	16	0	0	0	0	0	12	46	2 091
Alimentation scolaire																			
2018	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2019	1 996	0	200	0	0	325	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	525	2 521
Prise en compte de la problématique femmes-hommes																			
2018	1 203	0	120	0	0	70	24	0	0	3	15	0	0	0	0	5	127	364	1 566
2019	1 263	0	165	0	0	80	65	2	0	1	75	0	0	0	0	5	96	489	1 752
Département des partenariats																			
2018	25 318	875	3 457	653	56	1 085	151	1 257	213	224	1 666	13	40	17	117	3	807	10 634	35 953
2019	30 478	1 859	4 675	555	52	1 676	425	1 632	250	207	1 469	35	84	19	57	5	662	13 661	44 138
Bureau du Sous-Directeur exécutif																			
2018	956	0	288	0	5	185	10	0	0	2	30	0	0	4	0	0	0	524	1 480
2019	1 111	0	170	0	4	250	8	0	0	2	30	0	0	2	0	0	1	467	1 578

TABLEAU A.II.3: BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019 (en milliers de dollars)

	Dépenses de personnel	Personnel local	Consultants	Personnel temporaire	Heures supplémentaires	Voyages officiels	Formation	Loyer	Charges collectives, nettoyage et entretien des locaux	Dépenses de bureau et autres	Services et équipement TIC	Assurances	Location et coûts d'exploitation des véhicules	Frais de représentation	Services fournis par des organismes des Nations Unies	Contributions organes de l'ONU	Autres	Montant total des autres coûts	Total
Communication, action de sensibilisation et marketing (y compris les bureaux de Londres et de Copenhague)																			
2018	6 072	67	1 384	0	0	80	6	171	0	81	611	0	0	4	0	0	116	2 518	8 590
2019	7 364	0	1 550	172	10	350	100	200	0	10	771	0	0	5	0	0	119	3 287	10 651
Partenariats stratégiques (y compris le Bureau d'Addis-Abeba)																			
2018	541	70	42	5	2	38	3	36	2	16	28	1	8	0	0	0	0	252	793
2019	609	80	60	0	0	30	0	0	3	12	14	0	40	0	0	0	10	249	858
Partenariats avec les gouvernements (Beijing, Berlin, Paris, Séoul, Tokyo, Émirats arabes unis)																			
2018	7 103	426	429	191	33	335	36	171	27	83	306	3	21	2	7	0	339	2 409	9 512
2019	8 259	1 518	772	253	37	324	243	170	41	87	314	28	44	6	2	0	153	3 992	12 250
Partenariats avec le secteur privé																			
2018	4 294	220	409	189	15	235	84	38	44	0	497	0	0	2	44	0	147	1 924	6 219
2019	4 565	133	1 297	110		300	0	187	10	3	141	0	0	2	44	0	300	2 526	7 091
Relations avec les organismes ayant leur siège à Rome et le CSA																			
2018	795	0	133	0	0	8	2	0	0	3	10	0	0	0	0	0	0	156	951
2019	874	0	148	0	0	60	3	0	0	3	10	0	0	0	0	0	0	224	1 099
Interactions avec le système des Nations Unies et collaboration multilatérale (y compris les bureaux de New York et de Genève)																			
2018	2 499	68	331	110	1	100	8	361	110	6	78	4	11	3	5	0	12	1 208	3 707
2019	3 044	78	395	20	1	131	19	544	173	6	117	4	0	5	12	0	30	1 534	4 578

TABLEAU A.II.3: BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019 (en milliers de dollars)

	Dépenses de personnel	Personnel local	Consultants	Personnel temporaire	Heures supplémentaires	Voyages officiels	Formation	Loyer	Charges collectives, nettoyage et entretien des locaux	Dépenses de bureau et autres	Services et équipement TIC	Assurances	Location et coûts d'exploitation des véhicules	Frais de représentation	Services fournis par des organismes des Nations Unies	Contributions organes de l'ONU	Autres	Montant total des autres coûts	Total
Bureau de Bruxelles																			
2018	1 272	0	199	58	0	30	2	130	30	25	28	3	0	0	0	3	20	526	1 798
2019	1 936	0	235	0	0	61	23	170	23	35	46	3	0	0	0	5	30	630	2 566
Bureau de Washington																			
2018	1 786	24	243	100	0	74	0	350	0	8	78	3	0	2	61	0	173	1 117	2 903
2019	2 717	50	47	0	0	170	30	360	0	49	25	0	0	0	0	0	20	751	3 468
Département de la gestion des ressources																			
2018	37 873	425	2 500	1 022	88	743	1 019	7	2 577	1 527	1 775	250	167	4	70	0	802	12 975	50 848
2019	42 674	123	2 835	1 095	134	682	808	0	3 084	864	1 837	250	167	6	70	0	401	12 356	55 030
Bureau du Sous-Directeur exécutif et Directeur financier																			
2018	763	0	0	0	4	69	0	0	0	1	9	0	0	4	0	0	0	87	850
2019	805	0	0	0	4	57	13	0	0	1	10	0	0	5	0	0	10	100	905
Budget et programmation																			
2018	5 918	0	105	74	22	9	0	0	0	5	15	0	0	0	0	0	0	230	6 149
2019	6 468	0	294	0	10	30	85	0	0	0	86	0	0	0	0	0	30	536	7 004
Finances et Trésorerie																			
2018	7 934	302	497	92	22	122	60	7	2	18	161	0	0	0	0	0	439	1 721	9 655
2019	8 435	0	912	428	45	105	95	0	0	30	159	0	0	0	0	0	35	1 809	10 244

TABLEAU A.II.3: BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019 (en milliers de dollars)

	Dépenses de personnel	Personnel local	Consultants	Personnel temporaire	Heures supplémentaires	Voyages officiels	Formation	Loyer	Charges collectives, nettoyage et entretien des locaux	Dépenses de bureau et autres	Services et équipement TIC	Assurances	Location et coûts d'exploitation des véhicules	Frais de représentation	Services fournis par des organismes des Nations Unies	Contributions organes de l'ONU	Autres	Montant total des autres coûts	Total
Services de gestion																			
2018	3 923	123	530	329	0	100	50	0	2 575	1 394	1 130	250	167	0	70	0	0	6 718	10 641
2019	4 376	123	530	400	50	100	250	0	3 084	780	1 130	250	167	0	70	0	0	6 934	11 310
Ressources humaines																			
2018	12 760	0	1 007	486	25	150	724	0	0	100	360	0	0	0	0	0	313	3 164	15 924
2019	15 075	0	806	266	25	100	250	0	0	50	360	0	0	0	0	0	159	2 016	17 091
Gestion de la performance et établissement de rapports																			
2018	3 091	0	95	41	15	45	23	0	0	8	40	0	0	0	0	0	0	267	3 358
2019	3 046	0	23	0	0	50	80	0	0	3	10	0	0	1	0	0	27	194	3 241
Gestion globale des risques																			
2018	2 092	0	231	0	0	151	75	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	457	2 549
2019	2 829	0	269	0	0	121	35	0	0	0	64	0	0	0	0	0	0	489	3 317
Bien-être du personnel																			
2018	1 393	0	35	0	0	96	87	0	0	1	61	0	0	0	0	0	50	331	1 723
2019	1 640	0	0	0	0	120	0	0	0	0	18	0	0	0	0	0	140	278	1 918

TABLEAU A.II.3: BUDGET AAP PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE, 2018 ET 2019 (en milliers de dollars)

	Dépenses de personnel	Personnel local	Consultants	Personnel temporaire	Heures supplémentaires	Voyages officiels	Formation	Loyer	Charges collectives, nettoyage et entretien des locaux	Dépenses de bureau et autres	Services et équipement TIC	Assurances	Location et coûts d'exploitation des véhicules	Frais de représentation	Services fournis par des organismes des Nations Unies	Contributions organes de l'ONU	Autres	Montant total des autres coûts	Total
Niveau central																			
2018	745	93	120	15	8	232	0	0	0	244	15	1 625	0	1	2 803	3 264	5 056	13 475	14 220
2019	909	100	200	30	10	250	0	0	0	291	500	1 800	0	0	3 000	3 500	5 591	15 272	16 181
Crédits sous gestion centrale																			
2018	745	93	120	15	8	232	0	0	0	244	15	1 625	0	1	2 803	3 264	5 056	13 475	14 220
2019	909	100	200	30	10	250	0	0	0	291	500	1 800	0	0	3 000	3 500	5 591	15 272	16 181
Total général																			
2018	203 476	21 106	17 238	5 124	395	8 213	2 541	3 664	3 991	3 396	10 598	1 949	1 227	77	3 633	3 983	44 795	131 929	335 405
2019	234 506	23 509	23 460	4 660	485	11 956	3 151	4 274	4 755	3 229	11 073	2 180	1 333	143	3 660	3 957	48 939	150 609	385 116

Liste des sigles utilisés dans le présent document

AAP	budget administratif et d'appui aux programmes
ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
ONG	organisation non gouvernementale
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance